

pas nous attendre que, lorsque le chemin de fer le traversera, ce territoire qui n'a pas de supérieur sur le continent, qui est susceptible du plus haut degré de culture et qui a trois fois les dimensions de l'État de l'Illinois, aura, avec les mêmes facilités de chemin de fer qu'avait il y a vingt-cinq ans ceux qui se sont établis dans le pays, une population assez considérable pour nous permettre d'établir entre Manitoba et les Montagnes-Rocheuses, une ou deux voies qui contribueront au trésor de la Confédération.

« Rapprochons-nous encore un peu plus de l'Est : lorsque le système des canaux sera terminé, qu'il y aura des liaisons avec le chemin de fer du Pacifique au fond du lac Supérieur, et que les colons du Nord-Ouest, produisant plus qu'ils n'auront besoin, nous enverront leur surplus par toutes ces voies de communication, le commerce de Toronto qui a doublé durant les cinq dernières années sera quadruplé, London et Hamilton seront également favorisés, et tout cela contribuera au revenu de la Confédération.

« Rapprochons-nous toujours de l'Est : entrons dans la province de Québec, et voyons Montréal. Rien au monde n'empêchera cette ville de devenir la rivale de New-York. Quant à la vieille cité de Champlain, grâce à l'esprit public que ses citoyens ont témoigné dans ces derniers temps, elle prendra le second rang dans la province après Montréal et doublera son revenu.

« Arrivant maintenant à ma province, qui a peut être des avantages limités, comparée à Ontario et Québec ; elle sera prête à prendre sa part de ce grand commerce d'expédition. Quant à la Nouvelle-Ecosse, je n'ai aucun doute qu'avant l'expiration des dix ans elle aura un chemin de fer qui s'étendra du Cap-Breton jusqu'à la partie la plus occidentale de la province. Halifax aura sa part du commerce comme résultat nécessaire de l'Intercolonial ; et on peut raisonnablement espérer que cela, avec le développement de ses vastes ressources minières, lui permettra de contribuer plus largement au revenu fédéral. Avec toutes ces influences, ne devons-nous pas attendre un revenu amplement suffisant pour faire face à l'augmentation des dépenses ? »

C'est une coïncidence remarquable que l'honorable monsieur, qui était ministre des finances en 1873, tout comme aujourd'hui où son honorable collègue le député de Cumberland (sir Charles Tupper) le proclame le sauveur du pays, ait fait un pareil discours. Voilà, M. l'Orateur, les rêves de fantaisie qu'il faisait en 1873. Sept ans se sont écoulés depuis, et laquelle de ses prophéties s'est réalisée ? Il voudrait bien nous le dire, mais il ne le peut. L'extrait que je viens de lire de son discours prouve aussi clairement qu'il est possible de prouver un fait, qu'en 1873 l'honorable monsieur n'était pas protectionniste, mais partisan d'un tarif basé sur les besoins du revenu.

SIR ALBERT J. SMITH.

Il nous disait alors, sous sa responsabilité de ministre des finances, qu'en vue de l'augmentation des dépenses, tout ce que nous avions à faire était d'augmenter les taxes de 2½ pour cent. Je serais curieux de savoir s'il avait alors l'idée de la protection, et quand cette idée est entrée dans son esprit ; est-ce à Frédéricton, tandis qu'il jouissait, comme lieutenant-gouverneur, de l'*odium cum dignitate*, qu'il a résolu le problème ? C'est une coïncidence bien remarquable. Il ne préconisait alors qu'une augmentation de 2½ pour cent ; mais sept ans après, il préconise une politique qui comporte une taxe de 26 pour cent sur les marchandises imposables, et de 20 pour cent sur les importations en franchise et imposables.

C'est l'honorable député de Cumberland qui a dit que pendant les cinq années de notre administration nous avons plongé le pays dans de graves difficultés en augmentant ses dettes. J'ai attendu pour voir si cette assertion serait répétée par l'honorable ministre des finances, mais elle ne l'a pas été. Et je crois qu'il est une bien meilleure autorité que l'honorable député de Cumberland. J'affirme, ce que l'honorable monsieur a de fait admis, que l'augmentation des dépenses, pendant notre administration, a été le résultat de l'exécution de travaux publics dont la responsabilité remontait à nos prédécesseurs. L'honorable ministre des finances accusait lui-même, en 1873, des obligations au montant de \$60,000,000 que son gouvernement nous léguait quelques mois après. Il était de notre devoir de continuer loyalement ces travaux avec les ressources que nous avions à notre disposition.

Ce sujet évoque le souvenir de plusieurs événements importants dans l'histoire du pays. Consultons par exemple les *Débats* de 1871, alors que nous discutons le projet de l'entrée de la Colombie britannique dans la Confédération. Quelle attitude ont prise sur cette question les honorables députés qui étaient alors, comme aujourd'hui, dans l'opposition ? L'honorable député de Lambton (monsieur Mackenzie), l'honorable député de Durham-Ouest (monsieur Blake), ainsi que plusieurs autres qui sont encore membres de la Chambre, protestèrent énergiquement contre l'acceptation de cette obligation terrible et insensée de construire le chemin de fer du Pacifique en douze ans.